



Déclaration de la CGT Educ'action 91 CTSD du 2 février 2016

Depuis la rentrée, Le gouvernement préfère donner la part belle au patronat.

Aucune condamnation des licenciements à Air France mais des hurlements pour une chemise déchirée ! La condamnation des syndicalistes de Goodyear puisque le procureur de la République a maintenu les poursuites. La ligne était déjà tracée. Lois après lois, c'est le camp du MEDEF et de la dérégularisation qui est choisi. Pas étonnant alors, d'entendre notre ministre de l'Economie gloser sur la fin des 35 heures au triste sommet de Davos.

Pour financer sa politique au service du patronat, ce gouvernement enfonce les salariés dans la précarité. Le succès de la journée de grève du 26 janvier, dans un contexte de pouvoir d'achat tendu, montre que les fonctionnaires ne supporteront plus longtemps le blocage du point d'indice et que les salariés n'acceptent plus cette politique.

Pour autant, il ne suffit pas de modifier les appellations de modification de poste pour que tout soit plus beau. Nous fermions et ouvrons des postes dans les écoles, aujourd'hui si nous en créons, nous en détruisons aussi, les mots ont un sens ! Mais comme certains chimistes le disaient, rien ne se crée, tout se transforme ! On attribue et retire donc des postes ! Surtout, on joue sur les termes et les chiffres pour faire de fausses vérités sur l'effort fait dans l'Education Nationale.

Nos conditions de travail sont aussi sacrifiées. Pour maintenir péniblement les taux d'encadrement à flots, l'Education Nationale fait des économies sur les moyens humains administratifs, les frais de déplacements, ou les dispositifs éducatifs. La diminution et l'arrêt de l'Accompagnement Educatif est ainsi symptomatique, le budget est épuisé, les élèves sont mis dehors. C'est un signe de plus du désengagement de l'Etat des services publics dans les cités populaires.

Encore une fois, on découvre que les discours de la ministre n'ont aucun lien avec la réalité du terrain. Ce sont toujours les plus fragiles scolairement ou socialement qui sont sacrifiés.

A ce titre, Nous aimerions en savoir plus du découpage de nouvelles circonscriptions notamment au regard de la mixité sociale.

Dans l'éducation prioritaire justement, nous n'oublions pas les écoles touchées par la perte de décharges l'année dernière.

Nous continuons à demander que les écoles de 8 et 9 classes en éducation prioritaire puisse bénéficier d'un ETP de décharge au vu de la difficulté du métier dans ces écoles. Tout comme les écoles accueillant au moins 8 classes et une ulis. Le suivi des élèves étant là aussi multiplié.

Et que dire des missions des enseignants en EREA ? L'enseignant spécialisé se voit dénigrer, il n'est devenu qu'un simple surveillant de dortoir qu'on va pouvoir remplacer . Il y a peu certains disait que nous changions les couches en maternelle, la connaissance du métier n'évolue pas si bien visiblement...

Mais cela permettra toujours de grappiller quelques postes et d'utiliser d'autres personnels moins bien payés et moins bien qualifiés.

Des personnels sous payés, nous en avons d'autres à déplorer, la situation des Contrats aidés (CUI) qui voient leurs temps de travail augmenté par la prétendue modulation horaire est un signe de plus de l'exploitation scandaleuse de ces salariés.

Que dire enfin des seuils à atteindre dans les écoles maternelles ? L'excuse de l'optimisation est là pour permettre le remplissage maximum des classes partout où l'on peut. Comme dans le second degré, nous n'avons donc pas fini de rajouter des tables et des chaises dans des classes déjà saturées, nous n'avons donc pas fini de voir nos conditions se dégrader.

L'Ecole et ses personnels méritent mieux. La CGT défendra toujours les collègues pour de meilleures conditions de travail au service d'un vrai service public national d'Education.